

Date Printed: 04/20/2009

JTS Box Number: IFES_64
Tab Number: 43
Document Title: La Guinee, une famille a Construire
Document Date: 1993
Document Country: Guinea
Document Language: French
IFES ID: CE00762



* 1 F F 2 E 6 3 3 - 1 5 8 B - 4 6 2 0 - A 3 7 5 - 0 A E E 8 D 9 2 E C 2 B *

La GUINÉE, une FAMILLE à CONSTRUIRE

Bien Chers Compatriotes,

Par sa déclaration sur la situation guinéenne faite en Octobre 1992, et accueillie avec grand intérêt, la Conférence Episcopale de Guinée, dans un document intitulé "En route avec notre Peuple vers la Démocratie", avait témoigné de sa solidarité avec le Peuple de Guinée, son Peuple bien-aimé, au seuil de l'épreuve de la démocratie. Les Evêques de Guinée voulaient signifier ainsi leur volonté de se mettre en route avec leurs frères et soeurs guinéens, portés par le même espoir et confrontés à la dure réalité et exigence de chaque étape à franchir.

Compagnons de route avec vous, et humbles guides spirituels éclairés par la Parole de Dieu, nous avons effectué des progrès sensibles sur le parcours politique conduisant à la véritable démocratie. C'est pour cette raison que nous voulons tout d'abord saluer et louer votre courage, votre sagesse et votre patience au coeur de tous les bouleversements qui ont imposé des sacrifices énormes, pour rendre possible la naissance d'une société plus vraie plus juste, grâce à la conversion des mentalités et à l'effort au travail.

Nous avons été édifiés par le fait que vous n'avez jamais perdu votre sérénité et votre confiance face à l'effervescence politique, aux tensions sociales et à l'insécurité qui ont secoué notre pays depuis l'avènement de la démocratie en Guinée.

Nous sommes réconfortés de constater que notre Pays, la Guinée, jouit encore d'un climat de calme et que, malgré certains dérapages, l'essentiel a été préservé.

Nous voulons également saluer les efforts de notre Gouvernement dont le grand mérite a été sa capacité de gérer avec calme et sang-froid une situation sociale sans cesse agitée et de poursuivre inlassablement la mise en place progressive de toutes les institutions démocratiques.

Cependant, à la veille d'un choix historique qui nous met au bord de l'espoir et du désespoir, et partageant l'angoisse des populations guinéennes invitées à saisir cette chance historique pour notre Peuple

de participer effectivement à la détermination de son destin politique, pleinement conscients de notre responsabilité religieuse face au devenir de notre pays, à cette nouvelle étape décisive de sa marche, nous avons estimé qu'il était utile de lancer un appel pressant, qui est à la fois un cri d'alarme et d'espérance.

Comme nous le disions dans notre déclaration du mois d'Octobre : "Nous pouvons basculer dans le chaos politique et social ou maîtriser avec calme et lucidité le destin politique de notre pays et franchir ainsi toutes les étapes dans la Paix, la sécurité et la légalité."

Nous voulons donc lancer un appel pressant à notre Peuple, à notre Gouvernement et aux leaders politiques qui participent au débat dans la mouvance démocratique actuelle, car la situation est grave et interpelle le sens et la mesure de notre responsabilité historique.

En effet, aucun responsable politique, religieux ou administratif conscient ne peut éviter de se poser des questions au moment où, inexorablement, son peuple s'engage dans un processus électoral, en présence de données aussi conflictuelles sur le terrain du débat démocratique.

À la veille des élections présidentielles et législatives inéluctables, que constatons-nous sur le terrain ? En nous limitant à l'aspect socio-politique, nous constatons trois réalités :

- 1* La Guinée n'est plus une famille, une Nation solidaire
- 2* Le grain de la zizanie est semé dans les cœurs
- 3* Une profonde aspiration au dialogue pour sauvegarder la Démocratie et l'unité nationale.

1* La GUINEE n'est plus une FAMILLE, une NATION
SOLIDAIRE

La Guinée est aujourd'hui divisée. En font foi les oppositions ethniques à Conakry et à l'intérieur du Pays. La Région, la langue définissent l'appartenance politique : une solidarité de sol et de sang. La coexistence pacifique du temps de la Première République, fondée sur le dénominateur commun de la référence à la même idéologie, a disparu.

Le Guinéen ne respecte plus rien, ni sa vie, ni la vie des autres, ni le bien des autres, ni les coutumes ou valeurs traditionnelles, ni les principes sacrés de la religion. Plus rien n'arrête le Guinéen quand il a décidé de détruire, d'assassiner, de voler.

Nous vivons, en conséquence, dans une société anarchique. Et pourtant, la Constitution et les Lois organiques existent ; les hommes de Dieu prêchent la Parole de Dieu et exhortent ; les Institutions républicaines sont mises en place. Que nous arrive-t-il donc ? D'où viendra donc le Salut ?

Le Salut viendra d'un projet de Société bien conçu, dont l'application est conduite avec maîtrise et rigueur. Nous n'avons pas de projet de société cohérent. Nous navigons à vue, inventant et improvisant des solutions, à la merci des événements et des situations. Quel est le projet de société qui a rassemblé et mobilisé le Peuple de Guinée ? Où allons-nous, que voulons-nous ? Quel est la nouvelle "idéologie" de référence qui entraîne les Guinéens dans une même solidarité de destin ? Dans quelle vision ou orientation globale s'intègrent toutes les initiatives privées et collectives, tous les programmes sectoriels ou d'ajustement structurels ?

Il ne suffit pas non plus d'élaborer une Constitution et ses Lois organiques, de créer les Institutions républicaines et démocratiques pour donner un sens aux efforts des populations et rassembler leurs énergies. Nous savons le sort réservé à l'application des Constitutions en Afrique. Sans exigence éthique, sans une vigoureuse volonté d'une application plus efficace du pouvoir judiciaire, de façon à ne plus laisser impunis les grands crimes et à défendre efficacement les droits des plus faibles, la forêt des lois ne résout pas les problèmes essentiels.

Le projet de société est un ensemble de réflexions cohérentes à laquelle sont associées toutes les composantes de la Nation, intégrant tous les aspects de la vie de la Nation, sur le plan de l'économie, de la santé, sur le plan de l'éducation, de la culture, de la religion, des traditions, qui permet à tous les Guinéens de donner le même sens au coup de pioche qu'ils donnent individuellement dans le champ du développement national. Le rôle du Gouvernement est de conduire, de soutenir ce projet.

L'anarchie qui s'est installée en Guinée, s'explique par le fait que notre Peuple a perdu tout point de repère, en se retrouvant dans un système libéral sauvage, après 26 années de dirigisme politique. En effet, le Parti-Etat de Guinée gérait tous les aspects de la vie du Guinéen. Son

idéologie animait toutes les activités politiques, économiques, culturelles, sociales et même religieuses. Il faut convenir que, d'une certaine façon, il existait une cohérence, un lien, une coordination, une réflexion et une pensée qui tenaient les choses ensemble, les Guinéens ensemble, le Pays ensemble, sans distinction de région, de langue, d'ethnie.

L'issue catastrophique de cette politique ne tient pas à la qualité de la méthode (une méthode efficace de rassemblement, de mobilisation), mais à son contenu utopique, machiauvélique et à son idéal absurde. Le vers était dans le fruit..."La liberté n'est pleinement mise en valeur que par l'accueil de la vérité : en un monde sans vérité, la liberté perd sa consistance et l'homme est soumis à la violence des passions et à des conditionnements apparents ou occultes". (Encyclique Centisimus Annus, n° 46.1)

Nous espérons que notre future Assemblée Nationale sera le lieu d'une concertation pour la définition cohérente d'un projet de société répondant aux aspirations de tous les Guinéens.

La deuxième cause de l'effritement du pays en miettes est le manque d'un pouvoir central fort et impartial, qui sait prendre ses responsabilités à temps. Le Guinéen n'a plus peur de rien ni de personne, parce que les sanctions ne sont jamais appliquées et les responsabilités ne sont jamais déterminées dans les malversations, les crimes, les détournements publics et le déchaînement des violences.

Face à cette passivité du pouvoir central, le Guinéen s'est érigé en "justicier dans la ville". Car toutes les atteintes flagrantes à la liberté, à la vie humaine, au bien d'autrui restent des "affaires à suivre", sans suite...

En attendant que les autorités compétentes fassent régner l'ordre et la justice, les Guinéens affûtent leurs armes dans leur arrière-boutique ou arrière-maison. Les bandits sèment la terreur dans les quartiers, au défi des forces de sécurité dont ils endossent les uniformes et utilisent les armes. En définitive, n'est-on pas amené à penser, paradoxalement, qu'il est plus sécurisant de confier la protection des citoyens aux criminels, aux casseurs et aux voleurs ?

Rappelons une fois de plus qu'en politique, deux choses doivent s'unir et, autant que possible se concilier : la force du pouvoir et la force de la raison et de la justice. L'une et l'autre sont nécessaires. Mais c'est la force idéale de la justice qui doit guider la force brute du pouvoir.

Comme le disait Pascal : "Sans la force, la justice est impuissante ; sans la justice, la force est tyrannique ! Il faut allier la justice à la force ; dans ce but, il faut faire en sorte que ce qui est juste soit fort, et ce qui est fort soit juste".

2* Le GRAIN de la ZIZANIE est semé dans les COEURS

La Démocratie est un système politique qui engendre une attitude d'esprit et une mentalité. Ce système politique démocratique permet en effet à chaque citoyen et au peuple dans son ensemble, d'analyser, d'apprécier et de gérer tout événement de façon responsable, en toute liberté et indépendance de pensée et de volonté, dans un cadre constitutionnel définissant les droits et les devoirs de chacun et de tous.

Pendant 26 ans, le Guinéen a laissé mettre " en sommeil " sa capacité de penser, de juger et d'agir par lui-même. Le Parti-Etat s'en est chargé à sa place. Le 3 Avril 1984, toutes les "écluses" ont été ouvertes pour libérer les initiatives privées et collectives, rendant ainsi chaque Guinéen responsable de la gestion de toutes les dimensions de sa vie, sans aucune contrainte physique, psychologique, morale, philosophique ou religieuse.

Depuis l'avènement de la Démocratie, avec son corollaire politique de multipartisme intégral, les Guinéens se sont encore déssaisis de leur droit inaliénable d'exercice de leur liberté de jugement, pour entrer dans les "moules" idéologiques des partis politiques. En conséquence, le seul critère d'appréciation de tout événement et de tout fait quotidien et banal, de toute donnée humaine, est le critère politique. La jauge politique est devenue la référence commune et le dénominateur commun. Aujourd'hui, le Guinéen apprécie son semblable selon le critère de son appartenance politique : est-il pour l'opposition ou pour le régime en place ? L'opposant politique incarne le mal, la corruption , l'irresponsabilité et l'incompétence, tandis que celui qui milite dans mon parti, incarne le bien, la vérité, la justice, la compétence et l'honnêteté. La zizanie est ainsi semée dans les coeurs.

En considérant le fait qu'en Afrique l'exercice du pouvoir ne se conçoit pas en termes d'alternance politique, mais en termes d'alternance ethnique, ne peut-on pas comprendre que le réflexe naturel porte chaque Guinéen à chercher refuge dans la solidarité ethnique ? La coloration ethnocentrique des partis politiques vient ainsi approfondir

le fossé de la division, des conflits, des oppositions et des règlements de compte.

Ainsi, le multi-partisme intégral, processus normal de tout système démocratique, sert de tremplin pour reconstituer les solidarités ethniques, à travers les associations régionales, préfectorales et sous-préfectorales.

À la veille des échéances électorales, sommes-nous capables de retrouver nos esprits, notre lucidité, notre sagesse et notre pondération, pour séparer l'ivraie du bon grain, en nous inspirant de la philosophie de notre culture africaine, qui est une culture de communion, de cohésion englobante, de dialogue et non de rejet, d'exclusion, de séparation et de balkanisation idéologique ou politique ?

Nos leaders politiques de tout bord sauront-ils se mettre à l'écoute des aspirations profondes du Peuple de Guinée, en résistant à la tentation de s'approprier, de prendre en otage la capacité de penser, de juger, de choisir et de s'exprimer des populations guinéennes ? Le Peuple de Guinée saura-t-il être vigilant pour échapper à toute manipulation politique intéressée, pour préserver le principe de son aspiration fondamentale à l'unité nationale ?

3* Une profonde aspiration au dialogue pour sauvegarder la Démocratie et l'unité nationale.

Si nous aimons sincèrement notre Peuple, si notre aspiration au pouvoir n'a d'autre objectif que de servir notre peuple en améliorant ses conditions de vie, si notre pouvoir émane de la volonté du peuple, il doit être possible de faire taire la voix de nos ambitions personnelles, pour nous rencontrer et dialoguer au nom du peuple, au nom de ceux qui sont victimes de nos violences, de nos préjugés, de notre ethnocentrisme, et de nos manipulations démagogiques.

Le préalable à la bonne issue de la transition électorale est la nécessité du dialogue, Mais pourquoi dialoguer, pourrait-on se demander ?

Comme nous le disions dans l'introduction, le constat sur le terrain, à la veille des élections, nous met en présence de données conflictuelles alarmantes. On ne peut les ignorer impunément, ni les minimiser. Un

climat de dialogue constructif doit être instauré et maintenu. Le dialogue est cette démarche qui consiste à ouvrir un espace et un cadre de concertation pour, d'une part, identifier les problèmes et leurs causes, et d'autre part, pour trouver des solutions communes qui engagent toutes les composantes de la Nation guinéenne.

Ce dialogue ne peut se réduire à un affrontement ou duel-à-mort entre le Gouvernement et les partis politiques, mais il devrait refléter les caractéristiques de la palabre africaine, qui est l'art de convier à s'asseoir dans "la même case" tous les responsables d'une Communauté pour trouver un consensus, au-delà de toutes les oppositions, en vue de préserver le bien commun, la vie commune, la solidarité et les valeurs communes, dans lesquelles chaque individu trouve son épanouissement (cf "En route avec notre Peuple vers la Démocratie, p. 15).

En effet, un dialogue respectueux et courtois entre les groupes aux sensibilités et aux opinions politiques différentes devraient permettre à chaque citoyen de participer à la vie nationale, de porter sa part de responsabilités de l'édifice commun, dans l'ère nouvelle désormais ouverte.

Cette voie de dialogue à laquelle vos Responsables catholiques attachent une importance particulière, est la seule voie respectueuse de l'homme, des peuples et des minorités. Et nous désirons promouvoir ce dialogue en vue de l'entente cordiale entre tous, qui est si nécessaire à la vie démocratique.

Mais les échéances électorales étant inéluctables et inexorables, et ne pouvant être reportées indéfiniment, devons-nous nous résigner à passer ce cap incontournable en nous disant qu'il est trop tard pour dialoguer ? Nous pensons que la gravité de la situation devrait rendre urgente la nécessité de la concertation, car, comme le disaient les Evêques dans la Déclaration de la Conférence Episcopale sur la situation guinéenne (Octobre 1992), "... Comme en Septembre et Octobre 1958, à la veille d'un choix politique historique, nous sommes à la fois au bord de l'espoir et du désespoir. Nous pouvons basculer dans le chaos politique et social ou maîtriser avec calme et lucidité le destin politique de notre Pays et franchir ainsi toutes les étapes dans la Paix, la sécurité et la légalité." (En route avec notre Peuple vers la Démocratie, page 4)

Allons-nous saisir cette chance ? La réponse à cette question se trouve à la fois dans les dispositions personnelles de chaque Guinéen et dans l'attitude du Gouvernement et des Leaders des Partis Politiques.

Il s'agit tout d'abord pour chaque citoyen, d'exercer effectivement son droit de vote, en toute lucidité et indépendance. Chaque citoyen guinéen doit saisir l'enjeu de la situation, car le choix des hommes (Président de la République, Députés) qui doivent diriger notre Pays, est l'affaire du Peuple de Guinée. Le pouvoir démocratique est le pouvoir du Peuple exercé par mandat au nom du Peuple et pour l'intérêt exclusif de l'amélioration des conditions de vie du Peuple. Car "...le système démocratique est un système qui assure la participation des citoyens aux choix politiques et garantit aux gouvernés la possibilité de choisir et de contrôler leurs gouvernants ou de les remplacer de manière pacifique lorsque cela s'avère opportun..." (Encyclique Centesimus Annus, N° 46, 1 et 2)

Le débat politique et la vie publique doivent retrouver la dignité de la politique, celle qui construit la "Polis", autrement dit la cité humaine, où tous les citoyens pourront trouver la possibilité de la réalisation personnelle et de la communion solidaire. Il ne s'agit pas seulement de répartir les ressources, les "portefeuilles", et les "fauteuils", et de satisfaire ainsi les groupes de pression ou d'opposition, car une simple négociation d'intérêts où la politique apparaît comme une pure technique de pouvoir, s'avère incapable de gérer, par exemple, le "pacte social" que tous considèrent comme indispensable à notre Pays.

La politique est par essence éthique, car elle se réfère toujours à la liberté, et, essentiellement, à la justice. Il ne s'agit pas d'une simple technique de pouvoir, il s'agit de l'exercice de la justice publique, dans la recherche et le respect du bien commun. Très à propos, Saint Augustin a déclaré : "Si on écarte la justice, que sont les Royaumes sinon des bandes de voleurs ?" (De Civitate Dei, 1, 10, 5) C'est sur la justice que tout pouvoir s'établit et trouve sa légitimité. Sans cette base, l'oppression s'installe, comme l'histoire ne cesse de le montrer.

L'histoire des républiques nous enseigne que chaque dictateur vit à l'image de son Peuple, et que chaque Peuple vit à l'image de son dictateur : "Une démocratie sans valeur se transforme facilement en un totalitarisme déclaré ou sournois, comme le montre l'histoire." (Encyclique centesimus Annus, N° 46)

Mais la responsabilité la plus déterminante incombe au Gouvernement et aux leaders des partis politiques. Il s'agit pour le Gouvernement de garantir toutes les conditions de sécurité et de transparence pour le bon déroulement du processus électoral avant, pendant et après les scrutins. Il s'agit, pour toutes les institutions administratives, juridiques et législatives impliquées dans le processus, de veiller à

l'application correcte, honnête, impartiale et objective de la Loi : le moment est venu de laisser jouer le jeu démocratique, dans le respect des personnes et de leur liberté, en s'abstenant de tout propos intimidatoires ou accusateurs.

Nous souhaitons que le dialogue pré-électoral instauré par le Gouvernement et longtemps souhaité et réclamé par les Partis politiques, se maintienne tout au long du processus électoral.

Nous demandons à nos leaders politiques de collaborer sincèrement au travail des Institutions chargées de conduire les élections, avec la pleine conscience de leurs responsabilités d'hommes politiques dans cette phase cruciale et critique du dénouement final du premier débat démocratique en Guinée.

Nous avons un défi à relever aux yeux du monde et de l'Afrique : notre capacité de maîtriser tous les aspects de la transition politique démocratique. Saurons-nous taire nos ressentiments personnels et éteindre notre soif du pouvoir pour éviter de plonger le Pays dans un chaos politique et social dont l'Afrique semble s'honorer sans vergogne ?

Nous voulons aussi attirer l'attention des leaders politiques sur un fait d'expérience qui a conduit de nombreux pays africains dans une impasse politique paradoxale. C'est le fait de la contestation des résultats du scrutin électoral. Cette situation est souvent créée pour deux raisons.

En premier lieu, la non-transparence objective du processus électoral dont la responsabilité est souvent attribuée au Gouvernement ou au régime en place, toujours favorable aux Partis dits "de mouvance présidentielle". En second lieu, l'attitude ambiguë des leaders politiques de l'opposition, incapables d'assumer une défaite électorale, quelle que soit la vérité des faits.

Nous souhaitons à notre pays d'éviter de tomber dans cette "toile d'araignée" qui paralyse toutes les énergies d'un pays dans sa marche toujours retardée et hypothéquée vers le véritable développement.

Nous ne pouvons conclure ce message sans parler du rôle des **Moyens de Communications sociales** dans le contexte de la transition démocratique.

Les médias, qui jouent un rôle fondamental dans le travail de l'information, de la formation et de la promotion individuelle, doivent être au service du bien commun : la société a droit à une information fondée sur la vérité, la liberté, la justice et la solidarité.

Il revient à la société, de son côté, de promouvoir la démocratisation des médias, en garantissant l'accès de tous à l'information et au débat entre les différents points de vue politiques et culturels. Il devient urgent de former aussi une conscience critique des usagers pour qu'ils ne soient pas seulement des consommateurs et des spectateurs : les usagers doivent disposer d'instruments légaux pour se manifester face à des omissions ou à des abus de la part des médias. C'est cette fonction de régulation que doit jouer le Conseil National de la Communication.

Le rôle des moyens de communication dans cette période de transition électorale, est essentiel, car le test démocratique dans une société libérale passe par la liberté d'expression. Il y a encore beaucoup de chemin à faire pour que soit enfin acquise une certaine indépendance des moyens de communications sociales, non seulement vis à vis du Gouvernement, mais aussi à l'égard des centrales politiques.

Dans la conjoncture politique actuelle, les agents de la communication doivent assumer leur part de responsabilité et de patriotisme dans la sauvegarde du climat de Paix. Leur impact sur l'opinion publique est tellement déterminant dans une telle situation, que tout dérapage irresponsable dans le traitement de l'information peut "mettre le feu à la foudre" de la tension sociale. Nous les renvoyons à la déontologie de leur métier pour mesurer le poids du pouvoir qu'ils détiennent entre leurs mains et leur fonction de régulateurs de la Paix sociale.

CONCLUSION

Dieu marche avec notre Peuple
sur le chemin de la Démocratie

Tout pouvoir vient de Dieu ! Une vérité à laquelle adhèrent tous les Croyants. Tous ceux qui ont voulu s'en emparer de force en ont fait une mauvaise gestion, qui a conduit à la ruine du Pays. Mais Dieu passe par les élus, les élus du Peuple, (voix du Peuple, voix de Dieu!) pour exercer concrètement son pouvoir dans chaque Pays, selon la vérité, la justice, l'amour, et dans la paix. Chaque Guinéen est renvoyé à sa conscience de

Croyant pour choisir ses responsables, sans discrimination de sexe, de race, de langue, de religion, d'opinion politique. Notre critère de choix doit être celui de la vérité, de la justice, de l'amour fraternel, pour élire des hommes et des femmes animés du désir sincère de servir leur Peuple.

Pour assumer une telle responsabilité, les compétences intellectuelles, et humaines, politiques, économiques, ne suffisent pas. Les qualités morales et spirituelles sont la meilleure garantie d'un pouvoir fécond et soucieux de collaborer à la volonté de Dieu pour conduire la Guinée vers la terre promise de la Paix, de la concorde et du bien-être.

Si nous avons pris le risque d'adresser ce message à notre Peuple, ce n'est point par prétention ou présomption d'hommes religieux transformés en leaders politiques. Notre compétence en matière politique et sociale est tout à fait relative. Mais Dieu nous a placés comme des guetteurs à la porte de notre cité, non pour prophétiser le malheur, mais pour réveiller l'ardeur de notre Peuple à l'approche de l'ennemi...

Notre terrain est celui de la conscience religieuse incarnée dans les préoccupations du monde et de notre Pays. Nous ne pouvons pas nous taire lorsque notre Peuple nous demande de parler, de proclamer la vérité de notre foi, de notre espérance et de notre amour pour notre Pays et ses habitants. Nous parlons au nom de Dieu, d'un Dieu Vivant qui marche avec son Peuple, c'est ce Dieu d'hier et d'aujourd'hui qui frappe à la porte de nos coeurs endurcis pour crier : "Pitié pour mon Peuple !"

Nous prions le Dieu de Jésus-Christ qui s'est incarné dans l'histoire de l'humanité d'accorder sa sagesse aux dirigeants et leaders politiques de notre Pays, pour qu'ils soient capables de conduire et gérer les élections dans la transparence et le dialogue. Que le Seigneur donne force et patience à notre Peuple pour maîtriser ses passions et pour nous faire préférer la tolérance et l'intérêt national à nos appétits de violence et nos intérêts politiques égoïstes.

Que Dieu préserve l'unité de la famille guinéenne !

Amen.

Conakry, le 29 Août 1993

**+ Robert SARAH
Archevêque de Conakry**

**+ Philippe KOUROUMA
Evêque de N'Zérékoré**